

**Mémorandum du Président****Proposition de financement additionnel en faveur de la  
République fédérale de Somalie  
Programme pour la résilience des moyens  
d'existence en milieu rural**

Numéro du projet: 2000004325

Cote du document: EB 2025/LOT/P.5

Date: 4 septembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 44.

---

**Questions techniques:****Rasha Omar**

Directrice de pays  
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
courriel: r.omar@ifad.org

**Putso Nyathi**

Spécialiste technique régionale principale –  
marchés et filières  
Division production durable, marchés et institutions  
courriel: p.nyathi@ifad.org

Des informations complémentaires sur le Programme pour la résilience des moyens d'existence en milieu rural sont disponibles à l'adresse  
<https://www.ifad.org/fr/w/projets/2000004325>.

## Table des matières

<b>Résumé du financement</b>	<b>ii</b>
<b>I. Contexte et description du programme</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>3</b>
A. Raison d'être	3
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, effets directs et activités	4
D. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>11</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classement au regard des risques climatiques	12
<b>IV. Exécution</b>	<b>12</b>
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	14
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>14</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>14</b>

## Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

---

### Équipe d'exécution du programme

---

Directeur régional:	Naoufel Telahigue
Directrice de pays:	Rasha Omar
Responsable technique:	Putso Nyathi
Responsable des finances:	Federico Rossetti
Spécialiste climat et environnement:	Walid Nasr
Juriste:	Lucija Baumann

---

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	Ministère des finances
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
<b>Coût total du programme:</b>	33,234 millions d'USD
<b>Montant du don initial du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD):</b>	11,6 millions d'USD
<b>Conditions du financement initial du FIDA:</b>	Don au titre du CSD
<b>Montant du don additionnel du FIDA au titre du CSD:</b>	15,934 millions d'USD
<b>Conditions du financement additionnel du FIDA:</b>	Don au titre du CSD
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	2,7 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	3,0 millions d'USD
<b>Montant du financement initial du FIDA (action climatique):</b>	6,412 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique):</b>	7,91 millions d'USD (dont 0,8 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA

## I. Contexte et description du programme

### A. Contexte

1. Le Programme pour la résilience des moyens d'existence en milieu rural, approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2023 (EB 2023/140/R.6), est entré en vigueur le 28 mars 2024, à la contresignature de l'accord de financement. Le programme doit s'achever le 31 mars 2032, la date de clôture du financement étant fixée au 30 septembre 2032.
2. Le programme a été approuvé par le Conseil d'administration, pour un coût total initial de 31,22 millions d'USD. Le coût total se répartissait comme suit: i) un don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) d'un montant de 11,6 millions d'USD destiné au portefeuille de la Somalie au titre du cycle 2022-2024 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pendant la Douzième reconstitution des ressources du FIDA; ii) une contribution de l'État à hauteur de 2,7 millions d'USD, consistant principalement en la prise en charge des bureaux, des taxes et des droits de douane; iii) une contribution des bénéficiaires évaluée à 3,0 millions d'USD; iv) un déficit de financement de 13,92 millions d'USD, à tirer de la somme allouée au portefeuille somalien au titre du SAFP dans le cadre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), sous réserve du respect des procédures internes et de l'approbation ultérieure par le Conseil d'administration.
3. Le Gouvernement fédéral somalien a demandé au FIDA d'allouer 15,934 millions d'USD au programme au titre du SAFP pour le cycle de FIDA13. Cette allocation viendra combler le déficit de financement initial constaté au stade de la conception et couvrira le dépassement des coûts correspondant aux trois composantes du programme. Celui-ci s'élève à 6% du coût total initial du programme.
4. Le programme satisfait à tous les critères ouvrant droit à un financement additionnel pour combler un déficit de financement. Ce financement additionnel n'entraîne aucun report des dates d'achèvement et de clôture du programme. La première mission de supervision du FIDA, qui s'est tenue en novembre 2024, a jugé que le programme ne présentait pas de risque.

### B. Description du programme initial

5. Le Programme pour la résilience des moyens d'existence en milieu rural a pour but de garantir aux petits exploitants somaliens des moyens d'existence améliorés et résilients. Sur le plan du développement, il vise à améliorer durablement la productivité, les revenus et la sécurité nutritionnelle et à renforcer la résilience des familles de petits exploitants ruraux en Somalie. Cet objectif sera évalué à l'aide des principaux indicateurs d'effet direct suivants: i) augmentation (en pourcentage) des capacités en matière de résilience (cible: 15%); ii) nombre de personnes ayant un nouvel emploi/de nouveaux débouchés professionnels (cible: 3 600 personnes).
6. Le Gouvernement fédéral somalien et le FIDA ont choisi, à partir de critères tels que la prévalence de la pauvreté, le taux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, le niveau des processus cumulatifs de dégradation de la base de ressources naturelles nécessaires à la production et le niveau de conflit et d'insécurité acceptable du point de vue de l'accès à la zone, de lancer le programme dans cinq régions des deux États membres suivants: l'État du Sud-Ouest (régions de Bay, Bakool et Lower Shabelle) et le Jubaland (régions de Gedo et Lower Juba).
7. Le programme comprend trois composantes, qui sont présentées ci-après.
8. La **composante 1, Appui à la résilience communautaire**, compte deux sous-composantes. Les activités principales menées dans le cadre de la **sous-composante 1.1 (Renforcement de la gouvernance et des services communautaires)** visent à renforcer les institutions et à développer les

compétences pour permettre aux communautés bénéficiaires du programme de s'approprier les initiatives de développement et d'en assumer la responsabilité, en montant elles-mêmes des organisations de proximité et en élaborant des plans de développement communautaire axés sur les investissements prioritaires. La **sous-composante 1.2 (Appui à l'investissement communautaire)** financera les investissements définis comme prioritaires dans le plan de développement communautaire, notamment en ce qui concerne: i) la gestion communautaire des sources d'approvisionnement en eau destinée à un usage domestique et à la production végétale et animale; ii) la remise en état des canaux d'irrigation; iii) la transition vers des réseaux d'irrigation sous pression alimentés par des systèmes de pompage à énergie solaire; iv) la récupération des eaux de surface; v) la remise en état et la construction d'installations de gestion après récolte et de transformation, de silos à céréales détenus par les communautés, de systèmes de séchage des céréales, d'installations de chaîne du froid dans les principaux marchés ruraux et de hangars dans les marchés à bétail.

9. La **composante 2, Appui à l'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants**, comprend deux sous-composantes. La **sous-composante 2.1 (Renforcement de la résilience des filières de production végétale et animale)** favorisera: i) l'adoption d'une approche pluraliste des services de vulgarisation dans les domaines de la production végétale et animale; ii) l'amélioration de la santé animale grâce à des formations et à la distribution d'équipements aux agents vétérinaires communautaires; iii) la promotion d'intrants améliorés et de technologies agricoles climato-compatibles par des formations et des démonstrations; iv) l'accès aux intrants de production; v) le renforcement des capacités des paysans en matière de gestion après récolte, d'établissement de liens commerciaux et de diversification de la production en vue de l'adoption de techniques culinaires tenant compte des enjeux nutritionnels; vi) un soutien à la production animale et végétale ciblé sur les ménages défavorisés. La **sous-composante 2.2 (Entrepreneuriat aux fins du développement des filières)** favorisera le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes et des femmes dans le secteur des services agricoles et des services connexes, pour notamment accroître les revenus et créer des emplois. Les activités relevant de cette sous-composante sont les suivantes: i) études visant à guider la création d'entreprises agricoles dans les districts du programme; ii) aide au développement de l'entrepreneuriat par l'intermédiaire du renforcement des capacités; iii) facilitation de l'accès des jeunes et des femmes aux services financiers pour la création d'entreprises dans les filières prioritaires. Enfin, la **sous-composante 2.3** relative aux situations d'urgence pourra être activée en cas de catastrophe naturelle ou d'urgence sociale. Les activités en situation d'urgence concernent: i) l'amélioration de la productivité; ii) les opérations urgentes de remise en état des petites infrastructures.
10. La **composante 3, Coordination du programme et renforcement des capacités**, favorisera: i) la coordination du programme; ii) l'évaluation des besoins en matière de capacités et le renforcement de ces dernières; iii) la gestion financière; iv) le suivi-évaluation; v) l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles.
11. **Modifications apportées entre la conception et l'exécution du programme.** Des modifications ont été apportées entre la conception et l'exécution du programme. Quatre districts ont été sélectionnés en vue d'accueillir les interventions du programme: i) dans l'État du Jubaland, le district de Kismayo (région de Lower Juba) et le district de Bardhere (région de Gedo); ii) dans l'État du Sud-Ouest, le district d'Afgooye (région de Lower Shabelle) et le district d'El Barde (région de Bakool). Le district dans la région de Bay doit encore être sélectionné. Conformément aux procédures du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation – l'organisme d'exécution principal du programme –, les organisations

de proximité mises en place au titre de la composante 1 du programme seront enregistrées en tant que coopératives agricoles. En ce qui concerne la sous-composante 2.2, l'approche en matière d'exécution a été adaptée afin de prendre en compte la création, au sein du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, du Centre pour l'innovation et le développement de l'entrepreneuriat agricole (CIAD), qui collaborera avec l'équipe du programme en vue de renforcer les capacités des jeunes et des femmes en matière d'entrepreneuriat, le Défi de l'innovation ouverte mis au point par le FIDA étant mobilisé à cet effet.

12. **Réussites du programme à la date du présent document.** Le programme en est encore au début de la phase d'exécution. Au 31 mai 2025, l'équipe du programme était au complet au niveau fédéral et à celui des États; des mémorandums d'accord avaient été signés entre le programme et les Ministères de l'agriculture et de l'irrigation dans l'État du Jubaland et dans l'État du Sud-Ouest concernant la prestation de services de vulgarisation publics. Des mémorandums d'accord ont en outre été signés avec la Somali Development and Reconstruction Bank (SDRB) et avec Gargaara Financial Limited, l'institution faîtière de microfinance, en vue de coordonner les activités visant à renforcer l'inclusion financière des petits exploitants agricoles. Dans le cadre du programme, des accords sont actuellement négociés avec: i) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, concernant la fourniture d'une assistance technique pour la conception et la supervision des activités de remise en état des canaux d'irrigation; ii) le Programme alimentaire mondial (PAM), aux fins de la réalisation d'études de marché rapides, du renforcement des coopératives et de la formation des membres des coopératives à la gestion après récolte et à l'accès aux marchés, et de l'établissement de liens entre les coopératives et le réseau de fournisseurs du PAM; iii) une organisation non gouvernementale (ONG) qualifiée, en vue de renforcer les capacités des ministères de l'agriculture et de l'irrigation des États pour ce qui est de la mobilisation des populations locales et de l'élaboration des plans de développement communautaire. L'équipe du programme a retenu 29 communautés répondant aux critères relatifs à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire dans les quatre districts sélectionnés et qui représentent, au total, 54 430 ménages. L'équipe du programme a mené à bien l'évaluation des quatre districts ainsi que l'évaluation de la situation nutritionnelle; l'enquête de référence est en cours. Le plan de suivi-évaluation a également été élaboré. La performance du programme en matière de passation de marchés et de gestion financière a été jugée plutôt satisfaisante. Le programme est pleinement intégré dans le budget du Gouvernement et dans le Système d'information sur la gestion financière somalien. Des rapports financiers intermédiaires sont présentés chaque trimestre par l'équipe du programme; à ce jour, quatre demandes de retrait ont été formulées. Le taux de décaissement du don initial du FIDA s'élevait à 13,61% au 31 mai 2025 et devrait atteindre 26% en décembre 2025.

## **II. Justification du financement additionnel**

### **A. Raison d'être**

13. Le Programme pour la résilience des moyens d'existence en milieu rural, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration du FIDA, comportait un déficit de financement de 13,92 millions d'USD. Comme indiqué au paragraphe G a) du rapport de conception du programme, ce déficit de financement pourra être couvert par des cycles ultérieurs du SAFP (en vertu de conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution. Bien que le FIDA ait activement examiné les possibilités de cofinancement, aucune ne s'est concrétisée à ce jour. Le Gouvernement fédéral somalien a demandé que l'allocation prévue au titre de FIDA13, d'un montant de 15,934 millions d'USD, soit versée au programme afin de combler le déficit de financement correspondant. En outre, le montant de l'allocation au titre de FIDA13 étant supérieur à celui du

déficit de financement, le Gouvernement fédéral somalien a demandé que les capacités institutionnelles du CIAD et du Service somalien de réglementation et d'inspection agricoles (SARIS) soient renforcées, que les capacités des coopératives agricoles soient consolidées et qu'un appui soit apporté aux innovations et aux entreprises portées par les jeunes. Les demandes formulées par le Gouvernement peuvent être englobées dans les produits du programme, au titre des sous-composantes 2.1 et 2.2.

14. Les tableaux des coûts initiaux montrent que le décaissement des fonds au titre du financement additionnel interviendrait à compter de la deuxième année d'exécution du programme, et que 93% du don initial du FIDA au titre du CSD aurait été décaissé au terme de la troisième année d'exécution. Cela explique que la proposition de financement additionnel a été présentée en 2025.

#### **Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA**

15. Conformément aux engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - tenant compte des enjeux nutritionnels;
  - axé sur les jeunes.
16. Au stade de la conception, le programme a été validé comme relevant du financement de l'action climatique, et classé comme tenant compte des enjeux nutritionnels et axé sur les jeunes. Aucun changement n'est donc à noter dans les thématiques transversales prioritaires, puisque le financement additionnel ne vient modifier ni les objectifs ni les résultats attendus du programme.

#### **B. Description de la zone géographique et des groupes cibles**

17. La zone d'intervention et le groupe cible du programme restent inchangés. La question du district à retenir dans la région de Bay fait encore l'objet de débats entre l'équipe du programme et l'État du Sud-Ouest. Le nombre total de bénéficiaires, soit 30 000 ménages pauvres pratiquant l'agropastoralisme à petite échelle, reste inchangé. Pour atteindre le public ciblé, compte tenu de la taille moyenne des communautés dans les divers districts concernés, le programme mobilisera 50 communautés; ce chiffre est inférieur à ce qui avait été indiqué dans les tableaux des coûts au stade de la conception, soit 100 communautés. Ce changement permet de ne pas disperser les efforts, de couvrir un plus grand nombre d'individus au sein d'une même communauté et d'obtenir la portée escomptée (une cible de 30 000 ménages).

#### **C. Composantes, effets directs et activités**

18. Les composantes du programme restent les mêmes. Les modifications concernent les activités et sont présentées ci-dessous dans le détail pour chaque sous-composante. Par suite de ces modifications, la répartition initiale du déficit de financement entre les sous-composantes a été modifiée.
19. La **sous-composante 1.1 (Renforcement de la gouvernance et des services communautaires)** comprend un éventail d'activités visant à renforcer les institutions et à développer les compétences pour permettre aux communautés bénéficiaires du programme de s'approprier les initiatives de développement et d'en assumer la responsabilité. Les principales activités sont les suivantes: i) la création de profils de districts; ii) la mobilisation des communautés; iii) l'élaboration du plan de développement communautaire; iv) la création d'organisations de proximité qui seront enregistrées en tant que coopératives agricoles, pour lesquelles un renforcement des capacités en matière de production et de commercialisation est prévu aux sous-composantes 2.1 et 2.2. Des

économies ont été obtenues sur cette sous-composante en tenant compte du fait que les activités de mobilisation des populations locales seraient conduites par l'unité de coordination du programme à l'échelle des États en collaboration avec le personnel des services agricoles des districts et avec l'appui d'une ONG qualifiée, et qu'elles couvriraient non pas 100, mais 50 communautés. Par suite de cet ajustement, le coût de cette sous-composante, qui était de 2,154 millions d'USD à la conception, a été revu à la baisse dans le cadre du financement additionnel et s'établit à 0,654 million d'USD pour la présente proposition.

20. La **sous-composante 1.2 (Appui à l'investissement communautaire)** financera les investissements définis comme prioritaires dans le plan de développement communautaire et décrits au paragraphe 8 ci-dessus. Cette rubrique du budget a été augmentée pour couvrir les frais liés à la conception et à la supervision des travaux visant les infrastructures hydriques et à l'évaluation environnementale correspondante, frais non prévus dans les tableaux de coûts initiaux. Par suite de cet ajustement, le coût de cette sous-composante a été revu à la hausse dans le cadre du financement additionnel, passant de 2,93 millions d'USD à la conception à 3,83 millions d'USD pour la présente proposition.
21. La **sous-composante 2.1 (Renforcement de la résilience des filières de production végétale et animale)** est décrite au paragraphe 9 ci-dessus. Conformément à l'approche pluraliste appliquée aux services de vulgarisation dans les domaines de la production végétale et animale, des activités ont été ajoutées pour permettre au SARIS de se rapprocher des coopératives et des négociants de produits agricoles, de les aiguiller sur les questions relatives à son mandat, de les former au bon usage des pesticides et des engrains, et d'élaborer le plan d'action phytosanitaire du programme. Dans le cadre de la promotion d'intrants améliorés et de technologies agricoles climato-compatibles par des formations et des démonstrations, les activités cibleront les coopératives agricoles et leurs membres et seront conduites par le personnel de vulgarisation des districts, avec l'appui d'organismes de recherche et d'ONG. Le nombre de coopératives formées augmentera, passant de 15 à 50. Par suite de cet ajustement, le coût de cette sous-composante a été revu à la hausse dans le cadre du financement additionnel, passant de 4,38 millions d'USD à la conception à 5,1 millions d'USD pour la présente proposition.
22. La **sous-composante 2.2 (Entrepreneuriat aux fins du développement des filières)** favorisera le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes et des femmes dans le secteur des services agricoles et des services connexes, pour notamment accroître les revenus et créer des emplois. Les activités initiales mentionnées au paragraphe 9 ci-dessus ont été réunies en quatre grandes catégories: i) appui à l'entrepreneuriat des jeunes par l'intermédiaire d'une collaboration avec le CIAD aux fins de la mise en œuvre du Défi de l'innovation ouverte; ii) élargissement de l'accès aux services financiers, en organisant des formations sur la culture financière à l'intention des associations villageoises d'épargne et de crédit et des coopératives, et en établissant des liens entre celles-ci et les institutions de microfinance (ces activités seront menées avec le concours des ONG qualifiées présentes dans les districts); iii) adaptation des services financiers aux besoins du groupe ciblé par le programme, en collaboration avec la SDRB et Gargaara Financial Limited; iv) consolidation de l'accès aux marchés, qui comprend dorénavant un appui renforcé à l'intention des coopératives dans le cadre de la formation sur l'accès aux marchés, de la gestion des installations commerciales, des rencontres professionnelles entre entreprises agricoles des districts, et de l'établissement de liens avec le réseau de fournisseurs du PAM. Sur ce point, le programme bénéficiera de l'assistance technique du PAM et le nombre de coopératives formées passera de 15 à 50. Le rapprochement opéré avec la SDRB et Gargaara Financial Limited a permis de réévaluer le nombre de femmes et d'hommes vivant en milieu rural devant bénéficier d'un accès aux services

financiers, qui passe à 10 800 personnes. Par suite de cet ajustement, le coût de cette sous-composante a été revu à la hausse dans le cadre du financement additionnel, passant de 2,8 millions d'USD à la conception à 3,37 millions d'USD pour la présente proposition.

23. Enfin, la **sous-composante 2.3** relative aux situations d'urgence pourra être activée en cas de catastrophe naturelle ou d'urgence sociale. Aucun changement n'est apporté à cette sous-composante.
24. La **composante 3, « Coordination du programme et renforcement des capacités »**, comprend des activités dont le coût n'a pas été évalué au stade de la conception, à savoir: i) la construction de locaux dans l'enceinte du Ministère fédéral pour les besoins du programme; ii) l'imputation au financement additionnel des dépenses afférentes aux équipes chargées des finances au niveau national et au niveau des États, au responsable de la passation des marchés et au spécialiste des questions de genre, aucun crédit n'ayant été alloué à ces fonctions à compter de la mi-parcours du programme; iii) l'imputation au financement additionnel des frais d'assurance du personnel, étant donné que cette dépense, non prévue initialement, incombe à l'employeur. Par suite de cet ajustement, le coût de cette composante a été revu à la hausse dans le cadre du financement additionnel, passant de 1,67 million d'USD à la conception à 2,98 millions d'USD pour la présente proposition.

## **D. Coût, avantages et financement**

### **Coût du programme**

25. Le coût total du programme a augmenté, s'établissant à 33,234 millions d'USD. Il est financé comme suit: i) une contribution du Gouvernement de 2,7 millions d'USD; ii) le don initial du FIDA au titre du CSD de 11,6 millions d'USD; iii) un don additionnel du FIDA au titre du CSD de 15,934 millions d'USD; iv) la contribution des bénéficiaires de 3,0 millions d'USD.
26. Les composantes 1, 2 et 3 du programme relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation, est estimé à 14,322 millions d'USD. Le montant du financement de l'action climatique apporté initialement par le FIDA au Programme pour la résilience des moyens d'existence en milieu rural s'élevait à 6,412 millions d'USD. Le montant du financement de l'action climatique correspondant au financement additionnel s'élève à 7,910 millions d'USD, dont 800 000 USD sous forme de complément de financement pour le climat (contributions additionnelles pour le climat). Le financement de l'action climatique cumulé représente 49,6% du financement total, tandis que la part du financement de l'action climatique dans le programme de prêts et dons (hors contributions additionnelles pour le climat) est de 47%.
27. La répartition des coûts relatifs au financement additionnel est présentée dans les tableaux ci-dessous.

**Tableau 1**  
**Résumé du financement initial et du financement additionnel**  
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Don du FIDA au titre du CSD	11 600	-	11 600
Don du FIDA au titre du CSD	-	15 934	15 934
Bénéficiaires	3 000	-	3 000
Emprunteur/bénéficiaire	2 700	-	2 700
Déficit de financement	13 920	(13 920)	-
<b>Total</b>	<b>31 220</b>	<b>15 934</b>	<b>33 234</b>

\* Se reporter aux tableaux de l'annexe 3 du rapport de conception du programme n° 6602-SO pour une ventilation détaillée.

Tableau 2  
**Cout du programme par composante et sous-composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Gouvernement fédéral somalien		Don du FIDA au titre du CSD		Don additionnel du FIDA au titre du CSD		États membres de la fédération		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
<b>Composante 1: Appui à la résilience communautaire</b>											
1.1 Renforcement de la gouvernance et des services communautaires	-	-	467	41,6	654	58,4	-	-	-	-	1 121
1.2 Appui à l'investissement communautaire	-	-	4 795	42,6	3 828	34,0	1 261	11,2	1 364	12,1	11 248
<b>Sous-total</b>	-	-	<b>5 262</b>	<b>42,5</b>	<b>4 482</b>	<b>36,2</b>	<b>1 261</b>	<b>10,2</b>	<b>1 364</b>	<b>11</b>	<b>12 369</b>
<b>Composante 2: Appui à l'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants</b>											
2.1 Renforcement de la résilience des filières de production végétale et animale	-	-	2 202	27,3	5 099	63,2	-	-	773	9,6	8 073
2.2 Entrepreneuriat aux fins du développement des filières	-	-	1 344	21,3	3 370	53,3	739	11,7	864	13,7	6 317
2.3 Urgence, catastrophe et atténuation des risques	-	-	-	100	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-	<b>3 546</b>	<b>24,6</b>	<b>8 469</b>	<b>58,9</b>	<b>739</b>	<b>5,1</b>	<b>1 636</b>	<b>11,4</b>	<b>14 390</b>
<b>Composante 3: Coordination du programme et renforcement des capacités</b>											
3.1 Coordination du programme et renforcement des capacités	700	10,8	2 792	43,1	2 983	46,1	-	-	-	-	6 476
<b>Total</b>	<b>700</b>	<b>2,1</b>	<b>11 600</b>	<b>34,9</b>	<b>15 934</b>	<b>47,9</b>	<b>2 000</b>	<b>6,0</b>	<b>3 000</b>	<b>9,0</b>	<b>33 234</b>

Tableau 3  
**Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Gouvernement fédéral somalien</i>		<i>Don du FIDA au titre du CSD</i>		<i>Don additionnel du FIDA au titre du CSD</i>		<i>États membres de la fédération</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
<b>I. Dépenses d'investissement</b>											
A. Travaux	-	-	4 054	49,5	2 144	26,2	976	11,9	1 021	12,5	8 194
B. Formation et renforcement des capacités	38	0,4	2 176	25,4	4 725	55,3	609	7,1	1 003	11,7	8 551
C. Services de consultants, études et assistance technique	662	12,9	1 206	23,5	2 560	49,9	249	4,8	452	8,8	5 128
D. Biens et intrants	-	-	884	24,3	2 442	67,3	81	2,2	223	6,1	3 631
E. Services	-	-	548	35,0	706	45,1	85	5,4	228	14,5	1 567
F. Équipement et matériel	-	-	416	44,9	437	47,1	-	-	74	8,0	926
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>700</b>	<b>2,5</b>	<b>9 285</b>	<b>33,2</b>	<b>13 014</b>	<b>46,5</b>	<b>2 000</b>	<b>7,1</b>	<b>3 000</b>	<b>10,7</b>	<b>27 999</b>
<b>II. Dépenses ordinaires</b>											
A. Salaires, traitements et indemnités	-	-	2 069	43,2	2 723	56,8	-	-	-	-	4 791
B. Frais de fonctionnement des bureaux	-	-	247	55,5	198	44,5	-	-	-	-	445
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 315</b>	<b>44,2</b>	<b>2 921</b>	<b>55,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 236</b>
<b>Total</b>	<b>700</b>	<b>2,1</b>	<b>11 600</b>	<b>34,9</b>	<b>15 934</b>	<b>47,9</b>	<b>2 000</b>	<b>6,0</b>	<b>3 000</b>	<b>9,0</b>	<b>33 234</b>

Tableau 4  
**Coût du programme par composante et par année du programme**  
(en milliers d'USD)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total
<b>Composante 1: Appui à la résilience communautaire</b>									
1.1 Renforcement de la gouvernance et des services communautaires	-	356	186	35	313	154	38	39	1 121
1.2 Appui à l'investissement communautaire	133	3 045	2 193	2 443	1 635	921	468	410	11 248
<b>Sous-total</b>	<b>133</b>	<b>3 402</b>	<b>2 379</b>	<b>2 478</b>	<b>1 948</b>	<b>1 074</b>	<b>506</b>	<b>449</b>	<b>12 369</b>
<b>Composante 2: Appui à l'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants</b>									
2.1 Renforcement de la résilience des filières de production végétale et animale	106	1 665	2 124	948	1 455	728	598	449	8 073
2.2 Entrepreneuriat aux fins du développement des filières	-	559	1 137	980	1 164	777	931	769	6 317
2.3 Urgence, catastrophe et atténuation des risques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>106</b>	<b>2 224</b>	<b>3 261</b>	<b>1 928</b>	<b>2 619</b>	<b>1 505</b>	<b>1 529</b>	<b>1 219</b>	<b>14 390</b>
<b>Composante 3: Coordination du programme et renforcement des capacités</b>									
3.1 Coordination du programme et renforcement des capacités	746	954	713	714	918	755	777	899	6 476
<b>Sous-total</b>	<b>746</b>	<b>954</b>	<b>713</b>	<b>714</b>	<b>918</b>	<b>755</b>	<b>777</b>	<b>899</b>	<b>6 476</b>
<b>Total</b>	<b>985</b>	<b>6 580</b>	<b>6 352</b>	<b>5 120</b>	<b>5 485</b>	<b>3 335</b>	<b>2 811</b>	<b>2 567</b>	<b>33 234</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

28. Le montant du financement additionnel du FIDA s'élève à 15,934 millions d'USD et provient de l'allocation destinée au portefeuille de la Somalie au titre du SAFP pour le cycle de FIDA13.

### **Décaissement**

29. Le compte désigné créé pour le don initial du FIDA au titre du CSD servira à recevoir les fonds du don additionnel du FIDA au titre du CSD. Pour suivre les recettes et dépenses et rapprocher précisément le compte désigné, des grands livres distincts seront créés et tenus à jour pour chaque instrument de financement. Toutes les autres dispositions de gestion financière mises en place pour gérer le financement initial restent valables et seront appliquées au financement additionnel. Les fonds du FIDA sont décaissés conformément aux procédures fondées sur les rapports financiers intermédiaires. Selon cette procédure, les fonds du FIDA ne seront décaissés qu'à condition que des rapports financiers trimestriels soient remis au FIDA dans les 45 jours suivant la fin de chaque trimestre. Tous les paiements au niveau du programme seront traités par l'unité nationale de coordination du programme par l'intermédiaire du Système d'information sur la gestion financière somalien.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

30. Le programme renforcera la résilience des petits producteurs directement bénéficiaires face aux chocs économiques, environnementaux et climatiques, en: i) renforçant les capacités relatives aux aspects techniques et à la gestion de leurs moyens d'existence; ii) favorisant l'accès aux intrants et aux services de production; iii) accroissant la productivité des cultures et de l'élevage grâce au recours à des intrants, services et technologies de production améliorés; iv) investissant dans des actifs; v) optimisant la gestion des ressources naturelles; vi) améliorant l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation.
31. Compte tenu du nouveau coût du programme complété par le financement additionnel, le taux de rentabilité économique (TRE) et la valeur actuelle nette sont respectivement évalués à 26% et 95,3 millions d'USD. Tous les avantages quantifiables ont été actualisés sur une période de 20 ans, dont les huit années d'exécution du programme, à un taux de 8%. Le TRE (26%) est supérieur au TRE évalué lors de la conception du programme, ce qui justifie l'investissement proposé.

### **Stratégie de retrait et pérennisation**

32. Afin d'améliorer la pérennité des résultats, les activités du programme viseront à assurer: i) l'instauration d'institutions efficaces au niveau des communautés, des districts, des États membres et de l'État fédéral et l'autonomisation des acteurs des filières; ii) des interventions intégrées dans les systèmes gouvernementaux à tous les niveaux; iii) un environnement politique plus favorable aux petits acteurs des filières.

## **III. Gestion des risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

33. Selon les estimations, le contexte de fragilité et à haut risque se maintiendra pendant l'exécution du programme. Par conséquent, le risque inhérent global est jugé substantiel et le risque résiduel est jugé modéré. Au cours de la première mission de supervision réalisée en novembre 2024, la matrice intégrée des risques du programme a été actualisée. La classification du risque inhérent et du risque résiduel globaux est restée inchangée, mais les risques liés à la passation des marchés ont augmenté. Le risque inhérent et le risque résiduel en ce qui concerne la passation des marchés (auparavant jugés substantiels) ont ainsi été jugés élevés, le risque résiduel ayant augmenté bien que la passation des marchés dans le cadre du programme ait été jugée plutôt satisfaisante. La mission de supervision

a mis en évidence la nécessité de former de manière continue les équipes du programme sur la passation des marchés, l'application des directives du FIDA en la matière, et l'utilisation de la plateforme dédiée du FIDA (le Système de bout en bout de passation électronique des marchés relatifs aux projets).

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

34. Les risques environnementaux que présente le programme ont été jugés substantiels au moment de sa conception, étant donné qu'il était attendu que les activités mises en œuvre aient des impacts environnementaux et sociaux importants par nature, bien que dispersés, largement circonscrits à une zone et réversibles. Afin d'atténuer ces potentiels effets négatifs, des mesures de viabilité environnementale ont été intégrées dans le programme, telles que la mise en œuvre des stratégies d'atténuation présentées dans le cadre de gestion environnementale, sociale et climatique, la participation structurée des communautés, le renforcement des capacités en matière de pratiques durables et le suivi-évaluation régulier des principaux éléments, pour faire en sorte que les activités du programme visant à améliorer les moyens d'existence ne nuisent pas involontairement à l'environnement. Il n'est pas nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, car le financement additionnel ne s'accompagne d'aucune nouvelle activité ni intervention.

## **C. Classement au regard des risques climatiques**

35. Les risques climatiques associés au programme ont été jugés substantiels au moment de sa conception, car la Somalie est exposée à des aléas fréquents et extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, qui accentuent les vulnérabilités dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, et menacent les réalisations du programme. Les effets de ces aléas climatiques peuvent réduire les rendements, compliquer la planification agricole, favoriser les organismes nuisibles et les maladies, accentuer le manque d'eau et perturber les dynamiques de marché, ce qui nuirait aux revenus des petits exploitants. Pour y faire face, une évaluation des risques climatiques ainsi que des stratégies de gestion de ces risques ont été intégrées aux activités du programme, et des évaluations ciblées de l'adaptation sont réalisées afin de définir des risques précis et d'apporter des solutions sur mesure. Le renforcement des capacités d'adaptation au niveau local, la promotion des pratiques agricoles climato-compatibles, l'amélioration des dispositifs d'alerte précoce et l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans des plans communautaires de renforcement de la résilience figurent parmi les principales activités.

# **IV. Exécution**

## **A. Respect des politiques du FIDA**

36. Aucune modification n'étant apportée à la conception initiale, le programme reste conforme à l'ensemble des politiques du FIDA. Plus particulièrement, le programme est parfaitement en phase avec: i) les trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays couvrant la période 2025-2030; ii) les politiques adoptées par le FIDA concernant le ciblage, les thématiques transversales et la collaboration avec le secteur privé; iii) la politique du FIDA relative à l'engagement aux côtés des États fragiles; iv) le plan d'action du FIDA sur la mobilisation des jeunes.

## **B. Cadre organisationnel**

### **Gestion et coordination**

37. Aucun changement n'est prévu en ce qui concerne la gestion et la coordination du programme. Le comité de pilotage du programme a été mis en place au sein du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation. Il assure l'exécution du programme à

l'échelle nationale, approuve le plan de travail et budget annuel, et examine les rapports et les audits du programme. Chaque État membre participant dispose d'un comité de pilotage chargé de superviser l'exécution du programme à l'échelle de l'État et de fournir des orientations à cet égard. L'unité nationale de coordination du programme, qui rend compte au Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, est chargée de gérer la passation des marchés, d'élaborer le plan de travail et budget annuel, d'assurer le suivi-évaluation et les activités de gestion des savoirs et de communication, et de communiquer au FIDA et au Ministère les progrès accomplis. L'unité nationale de coordination du programme se compose de personnes recrutées par voie de mise en concurrence. Une unité de coordination du programme à l'échelle des États, composée d'un personnel restreint, est chargée de mettre en œuvre les activités au jour le jour au niveau des États membres, et rend compte au Ministre de l'agriculture et de l'irrigation sur le plan administratif et à l'unité nationale de coordination du programme sur le plan technique. Le FIDA supervise directement le programme, menant lui-même des missions sur le terrain ou faisant appel à des partenaires d'exécution tiers pour procéder à un suivi périodique et élaborer des rapports, en particulier dans les zones difficiles d'accès. L'équipe de pays du FIDA, basée au sein du bureau multipays du Caire, et l'agent du FIDA sur place, basé à Mogadiscio, procéderont au suivi de l'exécution du programme, contribueront à l'élaboration des politiques, et appuieront la gestion des savoirs et la communication ainsi que l'établissement de partenariats.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

38. Le bénéficiaire officiel du don est le Ministère des finances, et le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation est l'organisme principal d'exécution du programme. L'unité nationale de coordination du programme compte une équipe chargée des finances se composant de personnes recrutées par voie de mise en concurrence. Chaque État membre participant a également un assistant comptable. Le programme utilise le Système d'information sur la gestion financière somalien, qui est configuré pour traiter directement les paiements depuis le compte créé à cet effet et garantir la comptabilisation de toutes les dépenses par source de financement, composante et catégorie. Ce système produit des rapports conformes aux Normes comptables internationales du secteur public sur la base de la comptabilité de caisse. Le budget annuel est approuvé dans le cadre du système budgétaire gouvernemental au titre de la loi budgétaire avant d'être enregistré dans le système comptable du programme. L'institution supérieure de contrôle de la Somalie a pour responsabilité légale d'auditer tous les programmes du Gouvernement et, à ce titre, le Programme pour la résilience des moyens d'existence en milieu rural. Elle peut nommer, à sa discrétion et en consultation avec le FIDA, des cabinets d'audit privés pour effectuer ces contrôles. Le FIDA examine les modalités de l'audit et émet un avis de non-objection avant le début de l'audit. Les normes d'audit applicables sont les Normes internationales d'audit.

#### **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique**

39. Compte tenu du financement additionnel, de légers changements ont dû être apportés au cadre logique afin de réévaluer certaines valeurs qui étaient sous-évaluées ou surévaluées, en particulier concernant la sous-composante 2.2. Le système de suivi-évaluation mis en place est en phase avec le plan de suivi-évaluation validé, qui se concentre sur le suivi des indicateurs du cadre logique. L'enquête de référence est en cours. Les activités de gestion des connaissances, d'apprentissage et de communication seront menées dans le respect des directives présentées dans le plan de gestion des savoirs et de communication, qui fera partie intégrante du cadre de suivi-évaluation du programme et jouera ainsi un rôle central tout au long de la planification des activités.

#### **D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement**

40. Sous réserve de l'approbation du financement additionnel par le Conseil d'administration, l'accord de financement du programme sera modifié de manière à refléter le financement additionnel de 15,934 millions d'USD apporté par le FIDA sous la forme d'un don au titre du CSD. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée. Ce financement additionnel vient combler le déficit de financement constaté et couvre un dépassement des coûts. Il n'entraînera aucune modification du programme, de ses objectifs, de la zone cible ou du groupe cible. Les modifications de l'accord de financement se limiteront à l'intégration du nouveau financement dans le texte principal de l'accord et à l'application des modifications connexes dans l'annexe 2.

#### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

41. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République fédérale de Somalie et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
42. La République fédérale de Somalie est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
43. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

#### **VI. Recommandation**

44. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale de Somalie un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de quinze millions neuf cent trente-quatre mille dollars des États-Unis (15 934 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	Original target	End Target	Source	Frequency	Responsible					
<b>Outreach</b>	1. Number of persons receiving services promoted or supported by the project				MIS/MES	semester/annual	NPCU	No major conflict or climate related incidents causing mass displacement					
Project outreach in terms of beneficiaries receiving project services and corresponding households and HHs members	Males	0	27000	90000									
	Females (50%)	0	27000	90000									
	Young (40%)	0	21600	72000									
	Total number of persons receiving services	0	54000	180000									
	Internally Displaced People - IDPs (15%)	0	8100	27000									
	1.a Corresponding number of households reached					MIS/MES	semester/annual	NPCU					
	Women-headed households (50%)		4500	15000	15000								
	Non-women headed households (50%)		4500	15000	15000								
	Young headed households (40%)		3600	12000	12000								
	IDPs headed households (15%)		1350	4500	4500								
	Households	0	9000	30000	30000	MIS/MES	semester/annual	NPCU					
	1.b Estimated corresponding total number of households members												
	Household members	0	54000	180000	180000								
<b>Project Goal</b>	HHs reporting increase in income (disaggregated for women and IDPs)				COI HH survey	BL, MT, End	NPCU	Political stability maintained. Improved macroeconomic conditions. Change in weather patterns not as drastic as predicted.					
Improved and resilient livelihoods of rural smallholders in Somalia	HHs	0	6%	20%	20%								
	Women	0	6%	20%	20%								
	IDPs	0	3%	10%	10%								
	Percentage increase in the Ability to Recover from Shocks (ATR) - Resilience Capacity				COI HH survey	BL, MT, End	NPCU						
	Increase ATR	0	5%	15%	15%								
	HHs with reduction in Food Insecurity Experience Scale (FIES)				HH survey - FAO FIES methodology (to be added to COI)	BL, MTR/PCR	NPCU						
	Households	0	3%	10%	10%								
<b>Development Objective</b>	CI 1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)				COI HH survey	BL, MT, PCR	NPCU	Political stability maintained. Improved macroeconomic conditions. Change in weather patterns not as					
Sustainably increase productivity, incomes, and nutrition security of smallholders' families in Somalia	Women (%)		21%	70%	70%								
	Women (number)		18900	63 000	63 000								
	Households (%)		21%	70%	70%								

Results Hierarchy	Indicators					End Target	Means of verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	Original target	Source		Frequency	Responsible						
	Households (number)		3150	10 500	10 500									
CI 2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities					COI HH survey	BL, MT, PCR	NPCU	Political and social stability in community - the CDD approach facilitates social cohesion						
Males	0	2700	9000	9000										
Females	0	2700	9000	9000										
Young	0	2160	7200	7200										
Total number of persons with new jobs/employment opportunities (10%)	0	5400	18000	18000										
<b>Outcome</b>														
Outcome 1: Strengthened and inclusive communities with enhanced social cohesion that are able to define their livelihood development pathways and manage conflict.	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services					COI HH outcome survey	BL, MT, End	NPCU	Political and social stability in community - the CDD approach facilitates social cohesion					
	Household members	0	40500	135000	135000									
	Households (%)	0	23%	75%	75%									
	Households (number)	0	6750	22500	22500	COI HH survey	BL, MTR, End	NPCU						
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers													
	Household members	0	40500	135000	135000									
	Households (%)	0	23%	75%	75%									
	Households (number)	0	6750	22500	22500									
	CI 2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities					COI HH survey	BL, MTR, End	NPCU						
	Household members	0	40500	135000	135000									
	Households (%)	0	23%	75%	75%									
Output	Households (number)	0	6750	22500	22500	COI HH survey	BL, MTR, End	NPCU						
	CI 3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilience technologies and practices													
	Total number of household members	0	48600	162000	126000									
	Households (%)	0	27%	90%	70%	MIS/MES	semester/annual	NPCU						
	Households (number)	0	8100	27000	21000									
	CI 3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks													
	Total size of groups	0	3600	12000	12000									
	Groups supported	0	5	15	50									
	Males	0	1800	6000	6000									
	Females	0	1800	6000	6000									
	Young	0	1440	4800	4800									
	District Profiles	0	2	5	5									
	Number of communities with CDPs developed													

Results Hierarchy	Indicators					End Target	Means of verification			Assumptions	
	Name	Baseline	Mid-Term	Original target	Source		Frequency	Responsible			
	Communities	0	5	15					Number of communities with CDPs developed		
<b>Output</b>	CI 2.1.6 Number of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated									Political and social stability in community	
1.2. Community investment support	Total number of facilities	0	11	36	36	MES - GIS	semester/annual	NPCU			
	Market facilities constructed/rehabilitated (livestock market sheds)	0	2	6	6						
	Processing facilities constructed/rehabilitated (cold chain)	0	1	4	6						
	Storage facilities constructed/rehabilitated (Grain reserves)	0	7	24	24						
	Institutions	0	11	36	36						
	Individuals trained	0	1800	6000	6000						
<b>Outcome</b>	CI 1.2.1 Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes									Improved macroeconomic conditions. Change in weather patterns not as drastic as predicted.	
Outcome 2: increased production and productivity of priority crops and animals for resilience, dietary diversity and food security	Households reporting improved access to water (%)	0	9%	30%	30%	COI HH survey	BL, MT, End	NPCU			
	Size of households reporting improved access to water	0	16200	54000	54000						
	Total no. of households reporting improved access to water	0	2700	9000	9000						
	CI 1.2.4 Households reporting an increase in production										
	Total number of household members	0	27000	90000	90000	COI Outcome survey	BL, MTR, PCR	NPCU			
	Households (%)	0	15%	50%	50%						
	Households	0	4500	15000	15000						
<b>Output</b>	CI 1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages									No significant changes affecting the agriculture and livestock sectors. Change in weather patterns not as drastic as predicted.	
2.1: Resilient crop and livestock value chains	Males	0	1620	5400	5400	MES	semester/annual	NPCU			
	Females	0	1080	3600	3600						
	Young	0	810	2700	2700						
	Total rural producers	0	2700	9000	9000						

Results Hierarchy	Indicators				End Target	Means of verification			Assumptions					
	Name	Baseline	Mid-Term	Original target		Source	Frequency	Responsible						
	CI 1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies					MES	semester/annual	NPCU						
Men trained in livestock														
Men trained in livestock	0	2700	9000	9000										
Women trained in livestock	0	2700	9000	9000										
Young people trained in livestock	0	1350	4500	4500										
Total persons trained in livestock	0	4500	18000	18000		MES	semester/annual	NPCU	No significant changes affecting the agriculture and livestock sectors. Change in weather patterns not as drastic as predicted.					
CI 1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition														
Total persons participating	0	8100	27000	27000										
Males	0	4050	13500	13500										
Females	0	4050	13500	13500										
Households	0	8100	27000	27000										
Household members benefitted	0	48600	162000	162000										
Young	0	3240	10800	10800										
<b>Output</b>														
2.2 Entrepreneurship for value chain development														
CI 2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management						MES	semester/annual	NPCU						
Males	0	3375	11250	11250										
Females	0	3375	11250	11250										
Young	0	2160	7200	7200										
Persons trained in IGAs or BM (Total)		6750	22500	22500										
CI Number of feed and fodder production system implemented						M&E system	semester/annual	NPCU						
Hectares of land		120	400	400										
CI 2.1.1 Rural enterprises accessing business development services														
Size of enterprises	0	5400	18000	18000										
Rural enterprises	0	900	3000	3000		M&E system	semester/annual	NPCU						
Women in leadership position	0	1620	5400	5400										
CI 1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services														
Men in rural areas accessing financial services - credit		11	38	5400		MES - financial institution records	semester/annual	NPCU						
Women in rural areas accessing financial services - credit		11	38	5400										
Young people in rural areas accessing financial services - credit		9	30	4320										

Results Hierarchy	Indicators				End Target	Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	Original target		Source	Frequency	Responsible	
Total persons accessing financial services - credit		23		75	10800				
Men in rural areas accessing financial services - insurance		11		38	500				
Women in rural areas accessing financial services - insurance		11		38	500				
Young people in rural areas accessing financial services - insurance		9		30	400				
Total persons accessing financial services - insurance		23		75	1000				
<b>Outcome</b>	Policy 3: Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment					Qualitative assessment	BL, MT, End	NPCU	Government leadership consultation platform set-up
Outcome 3: Strengthened policy and institutional environment for sustainable development of the Somali agricultural and livestock sector	Number	0	1	2	2				
Strengthened institutional capacity - Local policies are developed through support by KMC programme activities	Males	0	20	100	100				
	Females	0	5	40	40				
	Number	0	1	2	2				

## Updated summary of the economic and financial analysis

Table A

### Financial cash flow models

Project Years	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20
Crop/Enterprise Model																				
Sorghum	(70,9)	(50,3)	30	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	67	
Maize	(187)	(106)	(26)	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	
Rice	(171)	(121)	39	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	
Sesame	(102)	(56)	(13)	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	66	
Common Beans	(59)	(40)	18	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	63	
Small ruminants - Goats	(213)	31	38	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	
Fodder	(160)	(164)	(150)	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	158	
Cucumber	(667)	161	70	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	288	
Tomatoes	(679)	162	33	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	
Average Incremental Financial Cashflow	-	256	-	20	4	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	144	

Internal Rate of Return (IRR)	31%
Net Present Value (NPV) USD	895
Discount rate for Financial Analysis (%)	7%

Table B

### Project/programme costs and logframe targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME			33	
<b>TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD )</b>		180 000		people
Beneficiaries		30 000		Households
<b>Cost per beneficiary</b>				
		184	USD x person	USD
				1 107
<b>Components and Cost (USD million)</b>				
A. Support to Community Resilience Capacity		12,4	Average increase in income per HH per year	
B. Support to Smallholder Livelihoods Enhancement		14,4		
C. Programme Coordination and Capacity Building		6,4		
Total		33,2		

Table C

### Main assumptions and shadow prices

c)	MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES					
	Output	Land Size	Yields (Annually)			Unit
FINANCIAL			WOP	WP	Price-USD	
Sorghum	1 Ha	2 400	3 000	0,35	Kg	
Maize	1 Ha	3 750	4 200	0,90	Kg	
Rice	1 Ha	7 000	8 000	0,88	Kg	
Sesame	1 Ha	530	650	1,75	Kg	
Beans	1 Ha	1 550	1 700	1,2	Kg	
Goat	-	3	9	80	Head	
Fodder	1 Ha	8 000	15 000	0,50	Kg	
Cucumber	8*30			0,70	Kg	
Tomatoes	8*30			1,00	Kg	
ECONOMIC	Standard Conversion Factor	0,92	Discount rate for Financial Analysis			
	Labour Conversion Factor	0,80	Discount rate for Economic Analysis			

Table D

### Beneficiary adoption rates and phasing

## Economic Benefits Aggregation and Household Phasing

Aggregated Economic Benefits										
Total Project Beneficiaries	30 000									
	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Total	
Phasing of Households	890	5 942	5 736	4 622	4 952	3 008	2 535	2 314	30 000	
Cummulative	890	6 832	12 568	17 191	22 143	25 151	27 686	30 000	30 000	
Adoption Rate	70%									
Aggregation	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10
Beneficiaries in their Y1	623	4 160	4 015	3 236	3 466	2 106	1 774	1 620		
Beneficiaries in their Y2		623	4 160	4 015	3 236	3 466	2 106	1 774	1 620	
Beneficiaries in their Y3			623	4 160	4 015	3 236	3 466	2 106	1 774	1 620
Beneficiaries in their Y4				623	4 160	4 015	3 236	3 466	2 106	1 774
Beneficiaries in their Y5					623	4 160	4 015	3 236	3 466	2 106
Beneficiaries in their Y6						623	4 160	4 015	3 236	2 106
Beneficiaries in their Y7							623	4 160	4 015	3 466
Beneficiaries in their Y8								623	4 160	4 015
Beneficiaries in their Y9									623	4 160
Beneficiaries in their Y10										623
Beneficiaries in their Y11										
Total Incremental Beneficiaries	623	4 783	8 798	12 034	15 500	17 606	19 380	21 000	21 000	21 000

**Table E**  
**Economic cash flow**

Summary of Economic Cashflow (USD)																				
Annual Incremental Benefits	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Y11	Y12	Y13	Y14	Y15	Y16	Y17	Y18	Y19	Y20
<b>Crop/Enterprise Model</b>																				
Sorghum	(64)	(44)	30	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	64	
Maize	(168)	(93)	(19)	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	
Rice	(111)	(50)	109	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	242	
Sesame	(83)	(39)	1	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	74	
Beans	(45)	(25)	30	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	73	
Goat	(184)	37	44	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	
Fodder	(64)	(69)	(54)	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	254	
Cucumber	(598)	168	227	285	185	185	185	185	185	185	185	185	185	185	185	185	185	185	185	
Tomatoes	(584)	199	82	252	152	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252	
Net Incremental Benefits	(1 900)	83	450	1 512	1 312	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	1 412	

**Table F**  
**Sensitivity analysis**

## Appendix II

EB 2025/LOT/P.5

Rural Livelihoods Resilience Programme (RLRP)  
Economic and Financial Analyst (EFA)  
Sensitivity Analysis